



HAL
open science

Leadership religieux, champ politique et vérité au Mali. L'exercice populaire de la critique publique chez Ançar Dine

Gilles Holder

► **To cite this version:**

Gilles Holder. Leadership religieux, champ politique et vérité au Mali. L'exercice populaire de la critique publique chez Ançar Dine. Colloque International de Bamako 2021 - Reconfigurations maliennes et situations ouest-africaines : cohésions, territoires et développement, LMI MACOTER-IRD, Nov 2021, Bamako, Mali. hal-04307504

HAL Id: hal-04307504

<https://hal.science/hal-04307504v1>

Submitted on 26 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

COLLOQUE INTERNATIONAL DE BAMAKO 2021

« Reconfigurations maliennes et situations ouest-africaines : cohésions, territoires et développement »

01-03 novembre 2021, Bamako (Mali)

A-II/P2 : ORDRE RELIGIEUX ET ECONOMIE MORALE DE LA RECTIFICATION

Modératrice : **Fatoumata KEITA (FLSL, MACoTER)**

1er novembre 2021

Leadership religieux, champ politique et vérité au Mali. L'exercice populaire de la critique publique chez Ançar Dine

Gilles Holder (CNRS, IMAF, LMI MaCoTer)

Depuis ces derniers mois, la conjoncture politique malienne nous offre une séquence inédite, sinon sidérante, du jeu politique national, à travers l'émergence d'une opposition à la fois par le bas et hors champ : par le bas, pour autant qu'elle est (ou se veut) non seulement populaire, mais aussi hors des partis de l'opposition institutionnelle représentée au sein de l'Assemblée nationale ; hors champs également, dans la mesure où le leadership de cette opposition est incarné par des figures religieuses qui, et c'est en cela que cette séquence est inédite, font prier la rue autour du monument de l'indépendance et exige désormais la démission du président de la République.

Certes, ce glissement de l'épicentre du politique vers la sphère religieuse n'est pas nouveau dans un pays qui compte plus de 94% de musulmans. Il apparaît dans la décennie 1990, à travers une certaine désillusion quant aux promesses de la démocratie libérale, pour s'accélérer à la fin des années 2000 autour de la réforme du Code de la famille et du rejet du diktat moral de l'Occident. Il s'impose avec les élections avortées de 2011, où les acteurs religieux se voient sollicités pour présider la Commission électorale nationale indépendante, et joue désormais un rôle majeur dans le conflit et la crise institutionnelle qui ont suivi à partir de 2012. Depuis lors, il n'est pas une élection, pas une médiation, pas un parrainage politique sans que les principaux leaders religieux soient impliqués.

Au-delà des excellentes analyses politiques qui ont rendu compte de la mutation accélérée de la sphère religieuse malienne, cette communication interrogera la dimension idéologique de ce *transfert*

de compétences du champ politique, à travers un questionnement des régimes de légitimité morale. Pour cela, on caractérisera la relation entre leadership religieux, champ politique et « vérité », à partir de la rhétorique du mouvement islamique Ançar Dine qui, depuis trente ans, s'est forgée hors des mosquées et a porté la critique envers les pouvoirs religieux et civils. Tout au moins jusqu'à ce que son guide spirituel, Chérif Ousmane Madani Haïdara, soit élu en 2019 président du Haut Conseil Islamique du Mali, passant ainsi de l'opposition sociale du religieux à l'institution religieuse du social.

La question de savoir ce qui est vrai ou pas, de ce qui est « fake » ou pas, a désormais une importance tout particulière, à un moment où tant d'incertitudes planent au-dessus du Mali, sur ce qui doit se faire, ce qui se fait réellement et ce qui se fera demain...

Distinguer le vrai du faux est vital pour tout peuple qui se doit de connaître son passé pour construire un avenir digne de ce nom, et plus encore pour le peuple malien dont la conjoncture lui enjoint de ne pas (ou de ne plus) se tromper.

Mais comment fait-on pour distinguer le vrai du faux ? Et où se trouve la vérité ? Et est-ce la même vérité partout et pour tous ? Est-ce que tout le monde, même, peut connaître la vérité ?

Je me garderai bien de répondre à ces questions qui me dépassent, mais je voudrai voir avec vous comment se construit cette quête difficile de la vérité au Mali, à travers un certain espace public – ce qu'on appelle en bamanankan « foroba kènè » – en l'occurrence un « espace public populaire », non savant, celui des sans-grades qui élaborent des opinions indépendamment du consensus déterminé par les élites et qui ne se privent pas d'en faire la critique.

*

Avant tout, je vais préciser ce que j'entends par « espace public populaire », ici au Mali.

C'est une sphère fragmentée d'opinions, de critiques, de dérision qui se manifeste à travers des petites communautés d'intérêts plus ou moins partagés : la famille, les associations de promotionnaires, les « grins », etc., c'est-à-dire tous ces groupes de sociabilité qui se réunissent sur des logiques de parenté, de génération, de métier, de résidence, de proximité géographique, etc.

L'espace public populaire ne renvoie pas nécessairement à des illettrés, mais à ceux qui sont en dehors des instances de décisions et de pouvoir, qui soit n'ont pas accès au savoir constitué et à l'information, soit n'en détiennent qu'une partie.

Cet espace public populaire se caractérise, au Mali spécialement, par d'importantes références au religieux, en l'occurrence l'islam, qui apparaît comme le principal contre-discours accessible face à ceux qui savent et se réfèrent à une autre rationalité !

Différentes catégories de leaders musulmans – imams, marabouts, prêcheurs, chefs de confrérie, et même djihadistes – interviennent de façon quasi permanente dans l'espace public malien, leurs fidèles ou leurs partisans relayant leurs discours et leurs opinions, avant que dans les grins, les familles et les groupes divers, on en discute, on les évalue, on les critique, et qu'on prenne position pour ou contre, pour Untel qui dit la vérité, tandis qu'Untel est un « escroc ».

Dernier élément de singularisation : pour les élites, ceux qu'on appelle les grandes personnes, les « mogobaw », cet espace public populaire ne compte pas, parce qu'il n'utilise pas les codes savants de ceux qui savent.

Il est donc sous-estimé par les élites sociales (intellectuels laïcs, cadres associatifs, grands commerçants, aristocraties religieuses) et la classe politique, en même temps qu'il est craint, parce que cet espace public populaire est toujours inquiétant.

Car la plus grande des menaces, c'est que dans cet espace populaire incontrôlable qui ne se réduit nullement à de simples rumeurs – les « mogokan » –, on fait bel et bien de la politique en disant aux politiciens : « politiki magni », « fanga te », « saria te ».

*

Dans une critique radicale de l'espace public bourgeois décrit par Jürgen Habermas, Oskar Negt (Payot, 2007) avait proposé la notion « d'espace public oppositionnel », où le petit peuple mettait en place un espace public de façon, non pas savante, mais comme expérience.

Dans l'Europe de la première moitié du XXe siècle, et disons jusque dans les années 1970-80, cet espace public oppositionnel était animé par une idéologie qui se référait aux thèmes marxistes du grand capital et de l'exploitation du prolétariat ouvrier.

Si cette idéologie marxiste a nourri l'indépendance malienne, aujourd'hui, l'espace public oppositionnel malien est essentiellement animé par l'idéologie du religieux, soit à travers l'islam éduqué de la mosquée, soit l'islam populaire de la place publique.

Les thèmes qui constituent l'espace public oppositionnel animé par le religieux sont des débats sociétaux et politiques parfaitement constitués, qu'on peut même dater :

L'abolition de la peine de mort (2007), l'interdiction de l'excision (2008), la laïcité (2008-2010), la réforme du code de la famille (2009-2011), la transparence du processus électoral (2011-2012), la campagne présidentielle post-crise (2013), l'éducation sexuelle à l'école (2018), la recolonisation de la France au Mali (2019), la destitution du président IBK (2020), les violences faites aux femmes (2020-2021), etc.

Cette sphère publique religieuse oppositionnelle – qui se situe globalement contre le consensus pro-occidental de la classe politique malienne – est surtout animée par les mosquées et le tissu associatif de l'establishment sunnite réformé – ceux qu'on appelle ici les « Wahhabiya » et autres « Sunna mogo » –, emmené par l'Imam Mahmoud Dicko.

Mais pour oppositionnel qu'il soit, est-on vraiment dans un espace public qu'on pourrait qualifier de populaire ?

Si l'on y réfléchit, on a plutôt affaire ici à un élargissement de l'espace public bourgeois, des sachants, et qui y inclut simplement des postulats religieux.

Ici, la vision sociale et politique du sunnisme réformé malien – qui consiste en gros à « rectifier » les comportements individuels, assainir la vie politique au nom de la bonne gouvernance et faire fusionner les valeurs et les règles de l'islam avec celles des terroirs – participe finalement d'un espace public consensuel et normatif autour de la quête du pouvoir politique.

En revanche, l'espace public religieux populaire se constitue sur une raison qui n'est pas réellement de l'ordre du pouvoir – sinon le pouvoir charismatique –, mais plutôt de celui du doute, et donc du débat.

Cette sphère de débats, que je qualifierai *d'espace populaire de la critique publique*, se caractérise par la circulation d'opinions qui, au final, cherchent à distinguer le Vrai du Faux.

Il s'opère là un effort de classement des informations non hiérarchisées, qui mêle rumeurs et faits réels, et qui montre non seulement une volonté de savoir de la part des petites gens, mais aussi d'avoir une certaine emprise sur le cours de choses.

Car dans cette quête de la Vérité qui anime la circulation des opinions populaires, il y a l'idée que ce qui se dit officiellement, par les « mogoba », par ceux qui savent, est de l'ordre du mensonge ou, en tout cas, d'une dissimulation partielle de ce qui est vrai, afin de servir leurs propres intérêts – « nafa ».

Cette mise en doute, confirmée par ce que chacun comprend et voit dans sa vie de tous les jours, donne le sentiment qu'il y aurait une complicité, voire un complot des élites sociales pour dissimuler le sens du gouvernement politique et moral du peuple.

À partir de cette mise en doute de la parole des élites et la circulation de ce doute au sein de la société, je propose que l'on voie ensemble comment les gens arrivent à résoudre cette tension entre le Vrai et le Faux.

En l'occurrence, en produisant des leaders religieux : « dinè nyèmogow », « karamogow », « wajulikèlaw », parce que chacun pense que ces hommes de dieu – « Ala mogow » – sont censés « travailler avec la vérité » : « ka tchè kè baara kono ».

La littérature académique a largement analysé les modalités d'autoproduction du leadership religieux, notamment à travers les logiques du charisme et les figures de la réussite.

Elle a tout aussi largement développé la question de la réception sociale de ce type de leadership, porteur d'une guidance à la fois morale et sociale qui permettrait la réalisation simultanée de soi et du groupe.

En revanche, on a rarement considéré le point de vue d'une sorte de production qui relèverait d'une « élection sociale » de ces leaders religieux, dans le sens où c'est autant le prêcheur que ses fidèles qui construisent ce leadership, cette « nyèmogoya ».

Or, pourquoi ne pas appréhender cette question comme le résultat d'un choix, d'opinions, d'une élection certes non délibérative, mais qui n'en reste pas moins déterminée par l'activité discursive d'un espace public populaire visant à établir la Vérité ?

Et quelle Vérité, puisqu'elle est en quelque sorte « arbitrale », dans la mesure où ce qui est vrai ne se fonde pas sur une raison tirée des livres, avec un « l » minuscule, mais une raison révélée issue du Livre par excellence qu'est le Coran.

A travers cette élection sociale des leaders religieux populaires, l'enjeu est d'établir une vérité incontestable, vis-à-vis des élites qui disposent d'un savoir acquis dans une langue de domination – le français – , un savoir que la plupart des Maliens ne comprennent, mais dont ils ressentent combien elle est précisément un outil de domination des élites.

*

Pour illustrer mon propos, je vais maintenant parler d'Ançar Dine, ou plus exactement de son leader Chérif Ousmane Madani Haïdara, que ses détracteurs les moins durs qualifient de « marabout des femmes » (*musow ka mori*).

C'est évidemment une manière de le dénigrer, de dire « qu'il n'est pas garçon », qu'il n'a pas de mosquée non plus, que son savoir religieux est rudimentaire, superficiel, et qu'il ne peut intéresser finalement que les femmes et les enfants.

Quant à la forme spectaculaire de sa prédication, l'humour qu'il y développe pour la rendre plus accessible, et les accusations contre les élites saluées d'un « Allahu akbar » sonore, elle est jugée par ses détracteurs non seulement comme subalterne, populiste et vulgaire, mais aussi une menace pour la sécurité publique.

En réalité, Chérif Haïdara n'est pas un « marabout des femmes » pour les raisons qui viennent d'être dites, ni parce que son public serait féminin ; c'est plutôt parce que ce sont les femmes qui ont fait de lui un prêcheur populaire.

Cela se passe en 1985, après une joute verbale avec un prêcheur célèbre de l'époque, Abdul Aziz Djiré, au sujet des mèches que portent les femmes et que Chérif Haïdara, alors quasi inconnu, considère comme inapproprié.

Son prêche est si brillant qu'il va remporter un vif succès auprès des femmes et voir se mettre en place une association de soutien informelle par un groupe de femmes, association qui prendra le nom de « Haydara demè bagaw » : Ceux qui aident Haïdara

« Haydara demè bagaw » regroupe des femmes dans un « Muso 'Ton » qui n'est pas une tontine, mais une association qui, selon leur expression, est créée à cause de Dieu par des femmes qui en sont à la fois les mécènes – elles financent le prêcheur et les manifestations – et le public, puisqu'elles sont au premier rang du spectacle, véritables VIP du Maouloud de Haïdara.

A travers cette association de soutien, ces femmes font en quelque sorte naître « leur marabout » et un espace religieux – la place publique – qui leur est propre, là où leur père, leur mari et leurs frères contrôlent la mosquée.

Mais tout ce processus ne saurait se réaliser sans une assise. L'affaire des mèches et la puissance du prêche qu'il a alors développé ce jour-là, a conduit ces femmes à dire et répéter sans cesse que lui, Haïdara, « il dit la vérité ».

Il ne dit pas seulement la vérité parce qu'il a eu raison contre Abdul Aziz Djiré, mais :

- 1/ parce qu'il prêche l'islam en bamanankan de façon compréhensible et sans mystifier son public avec du français ou des formules arabes savantes ;
- 2/ parce qu'il utilise un type de discours populaire, viril et identificatoire de type ségovien qui plait ici à Bamako ;

3/ et parce qu'enfin, ce qu'il dit que le Coran dit, personne ne le dit de cette manière.

Or si le Coran est le Livre de la Vérité, il est bien évident que celui qui le commente et qui, surtout, en « fait sortir » des choses que d'autres ne disent pas – la grande affaire de la bay'a sortie du recueil de hadiths de Bukhari –, c'est que Haïdara non seulement dit, mais révèle la « vraie Vérité ».

C'est à travers cette rhétorique de la Vérité que s'est construit le leadership religieux populaire de ce « marabout des femmes », qui va jusqu'à devenir une véritable instance de la vérité du point de vue de ses fidèles, qui le surnomment : Wulibali, « l'Incontestable ».

Il devient d'ailleurs si incontestable qu'on va le saluer du titre à la fois prestigieux et amical de « Bani », l'abréviation de la devise *Iya bani Ashimu*, « Tu es de la tribu de Hâchim », l'arrière-grand-père du Prophète Muhammad, qui donnera la lignée chérifienne des gardiens de La Mecque.

Avec ces titres d'honneur – Chérif, Wulibali, Bani –, ses fidèles l'érigent à un statut de Vérité telle qu'il devient lui-même véridique, intrinsèquement véridique, et qu'il ne peut désormais être comparé à aucun autre imam de mosquée ni aucun prêcheur de place de marché.

S'en suivra une série de titres qui s'ajouteront au fur et à mesure de l'avancement de la carrière spirituelle populaire de Haïdara : le titre de Cheick (qui signifie étymologiquement « guide spirituel » en arabe), puis de Sayyid (titre islamique qui signifie « Seigneur ») et enfin de Kutubu (de l'arabe Qutb, la Perle en Islam qui ne se révèle qu'une fois par siècle).

*

À l'imitation du prophète qui sera reconnu par une femme, Khadidja, laquelle l'aidera pour qu'il réalise sa prophétie, l'association de soutien des femmes de Bamako aidera Haïdara pour qu'il révèle la « vraie vérité » et fera de lui l'Incontestable, avant qu'elles ne cèdent leur place aux hommes à mesure que le poids social et politique de Haïdara s'affirme.

Cette élaboration discursive issue d'une raison populaire en quête de la Vérité va aboutir, dans le sillage du processus démocratique malien qui se met en place en 1991, à la transformation de l'association féminine de « ceux qui aident Haïdara », en une association officielle : l'Association Malienne de Soutien de l'Islam (AMSI), mais que tout le monde connaît sous le nom Ançar Dine : « Ceux qui aident la religion ».

Celui qui s'appelle désormais Cheick Sayyid Chérif Ousmane Madani Haïdara – un empilement de titres qui apparaît notamment sur la couverture des VCD de ses prêches du Maouloud à partir des

années 2010 – devient ainsi une figure prophétique populaire, capable de porter publiquement la critique des élites au nom d'une vérité incontestable.

Chérif Haïdara, Bani le chérifien, apparaît comme un héros populaire, celui à qui on a confié l'étendard de la revanche des sans-grades, de tout ce petit peuple musulman qui n'a pas de place dans les premières rangées à la moquée, et qu'il va finalement conduire à la présidence du Haut Conseil Islamique du Mali en avril 2019, succédant à cet autre grand prêcheur qu'est l'Imam Mahmoud Dicko, dont les fidèles occupent eux les premières rangées de la société.